

LES ENERGIES RENOUVELABLES AU MAROC : OUI MAIS !

Le 26 Septembre 2009

Nous lisons très récemment dans la presse étrangère spécialisée, que le gouvernement français veut favoriser les toits solaires sur les bâtiments des usines et supermarchés, les entreprises seront ainsi autorisées à revendre l'électricité produite au tarif garanti de 45 Centimes d'Euro du kWh, ce tarif a été remontée à 60 Cts Euro/kWh pour les installations intégrées, qui dit mieux. Un ami pose la question : pourquoi on ne ferait pas la même chose chez nous ? nous qui avons du soleil à revendre, l'espace ne manque pas, l'installation est facile, et puis nous avons un grand point en commun avec la France : nous n'avons pas de Pétrole !

Afin de nous aider à mieux comprendre, nous convertissons le prix proposé par le gouvernement Français à ses industriels soit 5,22 Dh/kWh, or nos industriels au Maroc payent le kWh en moyenne vers 0,85 Dh/kWh quand ils savent gérer la partie puissance, soit pratiquement six fois moins que le coût proposé par le gouvernement Français. Allons nous mettre des plaques solaires, et payer six fois plus ? Il en est de même pour l'éolien, le tarif garanti de reprise de l'énergie éolienne, est de l'ordre de 1 Dh/kWh, soit 30 % plus cher que le kWh acheté par les industriels marocains ; là les choses se compliquent et notre ami ne comprend pas pourquoi les Européens et les américains assurent des tarifs de reprise du kWh renouvelable allant jusqu'à 600% de nos tarifs de vente au Maroc. L'Espagne aurait déboursé plus de 4 Milliards d'Euro de subventions au profit de l'éolien, le but principal étant la réduction de gaz à effet de serres tout en renforçant au passage les industries renouvelables locales, et la création d'emplois dans les économies vertes. Ces subventions seraient applicables jusqu'au moment où le kWh renouvelable devient aussi compétitif que le kWh classique : C'est un choix bien judicieux pour ces pays, qui ont fixé un premier objectif de produire 20% de leur électricité en renouvelables.

Sans grand effort, et pour faire du politiquement correct, le Maroc se fixe également l'objectif de produire 20% de son électricité à partir des énergies renouvelables, à se demander qui va payer la différence entre le coût de production du kWh thermique et le coût de production renouvelable ? Avons-nous des industries de production des turbines éoliennes, ou des usines de photovoltaïque à subventionner ? quand certains douars n'ont même pas de dispensaires ! le contribuable marocain dont le logement émet moins de 10 kg CO2/M2/an, va il payer le même prix pour s'équiper en renouvelables que le contribuable français ou allemand qui est à plus 400 Kg CO2/M2/an ? Le monde entier subit les mêmes effets des changements climatiques, mais le prix à payer pour acheter une éolienne, ou un système photovoltaïque qui sera installée au Maroc, ne peut être le même que celui d'une éolienne qui sera installée en Europe.

Si le négociateur marocain ne sort pas sa langue de bois habituelle, ou ne va faire du tourisme à Copenhague, qui constituera la suite des accords de Kyoto, il doit trouver le moyen de défendre le principe du pollueur payeur, ni plus ni moins, et que la taxe CO² qui doit être imposée aux pays pollueurs en CO², en lieu et place du système laxiste et très complexe actuel des Nations Unies, serve à réaliser la péréquation énergétique, de façon à rendre le kWh renouvelable dans le PVD, qui émettent 50 à 100 fois moins de CO² que les pays développés, au même prix que le kWh produit par les moyens traditionnels. Au Maroc le contribuable a payé plus de 20 MDh sur le fond Hassan II, pour qu'un bureau « international » nous dise que la production électrique à partir du charbon est la moins coûteuse, le Maroc en fera sa production de base pour les prochaines années. Si nous admettons ce résultat « fort intéressant », et à moins de faire disparaître les pertes dans les comptes habituellement déficitaires de ONE, on se pose les questions suivantes: quel va être le surcoût qui sera payé par le contribuable pour le projet de 300 MW éolien de Tarfaya ? Quel est le surcoût payé actuellement par le contribuable pour le projet éolien d'Essaouira : ce projet qui produit selon la rumeur 30 à 40% de moins que prévu (à valider auprès de ONE par une commission de préférence parlementaire), en raison des erreurs de mesures des vitesses du vent, et du choix peu judicieux du site ; situé sur une plage pour surfeurs à Essaouira, il a fallu faire vite pour pouvoir...inaugurer ?. Voilà des questions qui méritent bien des réponses. Sommes nous obligés de faire comme les autres, sans mesurer les conséquences sur notre économie, ou devons nous manœuvrer plus habilement dans ce domaine ?

N'oublions pas que nous sommes le pays qui peut produire le plus d'énergie renouvelable dans le cadre du projet DESERTEC, qui se propose d'alimenter en électricité renouvelable l'Europe à partir des déserts africains, soit 100 GW de puissance, très particulièrement au niveau du Sahara marocain, et que nous avons oublié, ou jugé pas très opportun d'y participer ! Lequel accord a été signé par l'Algérie, grand producteur mondial d'énergie !

Si la question énergétique est prise au sérieux, ce qui est le cas en haut lieu, et que les enjeux énergétiques mondiaux sont bien assimilés, nous devons à tout prix, défendre notre position leader « très naturel » des futures productions des énergies renouvelables dans le monde, et faire payer ce positionnement stratégique au juste prix qu'il mérite, (comme nous l'avons si bien fait, pour le transbordement international au Port Tanger Med), dans un contexte climatique de plus en plus dangereux pour la planète toute entière, tout en assurant aux grands développeurs marocains des investissements rentables, et surtout très sécurisés. Il faut bien noter que cette affaire se produira avec la garantie d'achat de l'énergie produite, sans compter les milliers d'emplois qui peuvent être créés dans la nouvelle économie verte. On ne cesse pas de nous dire que nous avons plus 3000 Km de côtes ventées, et plus 5 kWh/M²/jour d'ensoleillement, qu'il faut tout simplement savoir vendre. C'était le moment de nous impliquer, avant que les grands groupes, et les bureaux internationaux chers à nos décideurs et notre trésorerie nationale, ne mènent la croisade de l'Eco Colonialisme, et nous dicter les règles du futur jeu, là où nous serons encore une fois, à l'image des concessions des distributions d'électricité et d'eau dans nos villes, de grands spectateurs sans défense.

Said GUEMRA
Expert Conseil
Management de l'Énergie